

**PROCÈS VERBAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 1<sup>ER</sup> FÉVRIER 2023**
**Membres de droit**

Mme BERTRAND DORLEAC [Présidente de la FNSP]	<i>Excusée [proc. à M. Cazeneuve]</i>
Mme COLIN [Directrice Générale de la DGAFP]	<i>Excusée</i>
Mme LE BRIGNONEN [Directrice de l'INSP]	<i>Représentée par M. Lartigau en visio</i>
M. LEWIS [Président de l'Université de Bordeaux]	<i>Représenté par M. Pujolar en visio</i>

**Personnalités extérieures**

Mme BOUDINEAU	<i>Présente en visio</i>	Mme PAPIN	<i>Absente</i>
M. CAZENEUVE	<i>Présent en visio</i>	M. ROUSSET	<i>Présent en visio</i>
M. GALLET	<i>Présent en visio</i>	Mme TEULIÈRES	<i>Présente</i>

**Enseignants (Collège A)**

M. COMPAGNON	<i>Présent</i>	M. SZYMCAK	<i>Présent</i>
Mme DUCHESNE	<i>Présente</i>	M. TIBERJ	<i>Excusé [proc à Mme Duchesne]</i>
M. PINSON	<i>Excusé [proc à Mme Duchesne]</i>		

**Enseignants (Collège B)**

M. AMBROSETTI	<i>Présent</i>	M. TROUVÉ	<i>Présent</i>
Mme GAUDIN	<i>Présente</i>	M. CAMES	<i>Présent</i>
Mme LECIS COCCO ORTU	<i>Présente</i>		

**Collège BIATSS**

M. ROUGER	<i>Présent</i>
-----------	----------------

**Étudiant-e-s**

M. GEAY	<i>Présent</i>	Mme LE FLANCHEC	<i>Présente</i>
M. FOURTICQ-ESQUEOUTE	<i>Présent</i>	Mme NADEAU	<i>Présente</i>
M. REVIL	<i>Présent</i>	M. REY	<i>Présent</i>
Mme DELFAUD	<i>Présente</i>	M. SERNA	<i>Présent</i>
Mme VACHER	<i>Présente</i>		

**Membres Es Qualités**

Mme BISAGNI-FAURE [Rectrice de l'Académie de Bordeaux, Chancelière des Universités]	<i>Représentée par M. DANÈDE en visio</i>
M. DARBON [Directeur de Sciences Po Bordeaux]	<i>Présent</i>
M. BARREAU [Contrôleur budgétaire, Directeur Régional des Finances Publiques]	<i>Présent</i>
M. NADAL [Directeur général des services - Science Po Bordeaux]	<i>Présent</i>

**Invité-e-s (Liste non communiquée)**

Mme ALAOUI	<i>Présente</i>	M. LAFORE	<i>Excusé</i>
Mme BASSOULET	<i>Excusée</i>	M. LAURETOU (AAE)	<i>Excusé</i>
M. BERROU	<i>Présent visio</i>	M. LE GRAET	<i>Présent visio</i>
M. BERTRAND G	<i>Présent</i>	Mme MARTIN	<i>Présente visio</i>
M. BERTRAND O	<i>Présent visio</i>	Mme NGUYEN	<i>Présente visio</i>
Mme CARDONA	<i>Excusée</i>	Mme PINCHAULT	<i>Présente</i>
Mme CARON	<i>Présente visio</i>	M. PREVOT	<i>Présent visio</i>
Mme COUDERC	<i>Présente</i>	M. SADLAN	<i>Présent visio</i>
Mme DELAMARRE	<i>Présente visio</i>	M. SMITH	<i>Présent visio</i>
M. DELOYE	<i>Présent visio</i>	Mme TAJRI	<i>Présente</i>
Mme DUENAS	<i>Présente visio</i>	Mme THIRIOT	<i>Présente en visio</i>
Mme FOREST	<i>Présente</i>		
M. HOFFMANN-MARTINOT	<i>Excusé</i>		

M. Darbon remercie chacun d'avoir réussi à se libérer malgré cette date inhabituelle pour un CA.

M. Cazeneuve procède à la lecture des procurations.

## 1. Informations générales

### ■ Approbation du procès-verbal du Conseil d'Administration du 9 décembre 2022 PJ.1

M. Cazeneuve demande si le procès-verbal, qui a été communiqué aux administrateurs et dont ils ont pu lire le contenu, appelle de leur part des commentaires. En l'absence de commentaires, M. Cazeneuve soumet au vote l'approbation de cette délibération.

Résultat du vote	Délibération 2023-01
Effectif statutaire du CA	30
Membres en exercice	30
Nombre de présents et d'excusés ayant donné procuration au moment du vote	28
	<b>Pour 28</b>
	<b>Contre 0</b>
	<b>Abstention 0</b>

### → Résultat : adoptée

### ■ Point d'actualité sur la vie de l'établissement

M. Cazeneuve cède la parole à M. Darbon pour un point d'actualité sur la vie de l'établissement.

M. Darbon évoque trois points d'information :

- Le premier point concerne la tenue du prochain CA, qui aura lieu le 13 mars à 15h30.
- Le deuxième point concerne la relance de la filière franco-italienne avec l'université de Turin. En collaboration avec les collègues de l'université de Turin, ont pu être identifiés les problèmes qui s'étaient posés sur cette filière dont la relance est désormais envisageable. Anna-Maria Lecis Cocco sera responsable de cette relance, pour qu'elle se fasse dans les meilleures conditions et les meilleurs délais.
- Enfin, M. Darbon informe que l'Université de Limoges a déposé sa candidature pour se rattacher à la Convention de coordination territoriale qui associe les différentes universités de la Nouvelle-Aquitaine. Désormais, toutes les universités, sauf l'université de Poitiers, sont membres de la CCT. Cette candidature prendra quelques temps pour être validée et officialisée, mais la procédure est en cours et a été fortement soutenue par l'ensemble des partenaires déjà présents.

En l'absence de questions, M. Cazeneuve propose de passer aux affaires statutaires.

## 2. Affaires statutaires

### ■ Adoption de la Politique de Sécurité des Systèmes d'Information (PSSI) PJ.2

La parole est donnée à M. Rouger pour l'adoption de la Politique de Sécurité des Systèmes d'Information.

M. Rouger explique que la PSSI est tout d'abord un point réglementaire, puisque l'établissement doit se mettre en conformité par rapport à la PSSI de l'État. Il rappelle également que ce projet a fait l'objet d'un financement via le CPER et remercie l'État et la Région pour l'aide apportée.

M. Rouger commence par apporter des éléments de définition. La PSSI est un document définissant un cadre de travail pour la gestion de la sécurité. Il définit les champs d'application, les objectifs, l'organisation, et surtout, il permet d'élaborer une feuille de route dressant la liste des actions à mener pour être le plus possible en conformité avec les standards de sécurité des systèmes d'information.

M. Rouger détaille ensuite ces différents points. Les champs d'application concernent l'ensemble du numérique opéré par Sciences Po Bordeaux au niveau du système d'information, que ce soit le système d'information matériel ou immatériel. Il implique l'intégralité des usagers, que ce soit l'utilisateur professionnel, l'étudiant, ou l'utilisateur de passage.

Concernant les objectifs, il s'agit de :

- Définir les éléments qui permettront de mieux protéger le SI, que ce soient les données ou le système.
- Pousser l'intégration de la sécurité par les bonnes pratiques et la pratique de la sécurité by design, c'est-à-dire dès la base et la conception des éléments constitutifs du SI.
- Gérer la sécurité au quotidien, détecter, et si besoin remédier en cas de problème.

L'organisation permet quant à elle de fixer les missions de chacun des acteurs, notamment en termes de sécurité informatique. Elle fixe ainsi le rôle du Responsable de la Sécurité des Systèmes d'Information (RSSI), du référent RGPD (DPO), du responsable de traitement, c'est-à-dire la personne responsable de tous les traitements informatiques qui peuvent être faits dans le cadre de l'établissement, de la DSIN, mais également celui de la Direction et de l'intégralité des services. Tous ces acteurs ont pour but d'assurer quatre grandes missions qui sont la disponibilité, la confidentialité, l'intégrité et la traçabilité des éléments du système d'information.

En parallèle à ce document se crée une feuille de route qui permet, grâce à un cycle d'amélioration continue, d'atteindre les objectifs définis dans la PSSI. L'ensemble de ces actions sont regroupées en deux chapitres de taille inégale : un chapitre définit l'organisation, notamment les moyens humains et la déontologie, et un chapitre plus long concerne l'intégralité des éléments qui permettent de prendre les mesures et de se mettre en conformité. La feuille de route est ensuite découpée en quatorze grandes thématiques. M. Rouger ne détaille pas l'ensemble de ces thématiques, qui reprennent des éléments de la norme ISO 27000 définissant les éléments de la Politique de Sécurité des Systèmes d'Information. Les premiers objectifs ont été thématiques et organisés en fonction de la maturité de l'établissement sur chacun des points et de l'urgence à les traiter. Les éléments à traiter cette année ont été établis conjointement avec la Direction et une présentation sera faite annuellement sur l'avancée des travaux sur chacun des points.

M. Cazeneuve remercie M. Rouger pour cette présentation et demande s'il y a des questions de la part des administrateurs.

M. Barreault fait remarquer que ce sont surtout les principes qui ont été présentés et s'interroge sur les acteurs et la comitologie nécessaires pour que cette organisation puisse remplir les missions qui lui sont assignées.

M. Rouger répond que les acteurs sont essentiellement la DSIN, la Direction et les services. La comitologie associée s'organise selon quatre niveaux :

- Le comité stratégique des Systèmes d'Information (CSSI), qui est la présentation à la Direction des éléments de la feuille de route qui vont être traités au cours de l'année. C'est l'étage le plus haut.
- Le comité utilisateur (CUI), qui regroupe tous les chefs de service. Il traite essentiellement le portefeuille projets et permet d'agréger les demandes et les besoins essentiels des services.
- Le comité opérationnel du numérique (COPN), qui réunit le DGS, la DSIN et la cellule d'appui à la pédagogie pour assurer périodiquement le suivi et l'avancement des projets numériques.
- Le comité interne à la DSIN, qui procède à un suivi technique plus précis.

En l'absence d'autres questions, M. Cazeneuve soumet au vote l'approbation de cette délibération.

Résultat du vote		Délibération 2023-02
Effectif statutaire du CA		30
Membres en exercice		30
Nombre de présents et d'excusés ayant donné procuration au moment du vote		28
	Pour	28
	Contre	0
	Abstention	0

→ Résultat : adoptée

### ■ Adoption de la charte des usagers des systèmes d'information PJ.3

M. Rouger informe que la charte des usagers du numérique existante a été mise à jour. Elle s'appuyait historiquement sur la charte Réaumur, qui a donc été élargie et complétée. La charte des usagers du numérique s'applique à tous les usagers, tous statuts confondus. C'est à la fois un rappel du cadre réglementaire sur le bon usage du numérique et un guide de bonnes pratiques et de bonnes règles d'utilisation du numérique. La charte informe également les usagers des dispositions que l'établissement doit mettre en place en termes de traçage, de contrôle et d'audit et des

possibilités dont il dispose légalement pour ce faire. En résumé, il s'agit d'un engagement de l'utilisateur au bon usage du numérique dans l'Institut.

En l'absence de questions, M. Cazeneuve soumet au vote l'approbation de cette délibération.

<b>Résultat du vote</b>		<i>Délibération 2023-03</i>
Effectif statutaire du CA		30
Membres en exercice		30
Nombre de présents et d'excusés ayant donné procuration au moment du vote		28
	<b>Pour</b>	<b>28</b>
	<b>Contre</b>	<b>0</b>
	<b>Abstention</b>	<b>0</b>

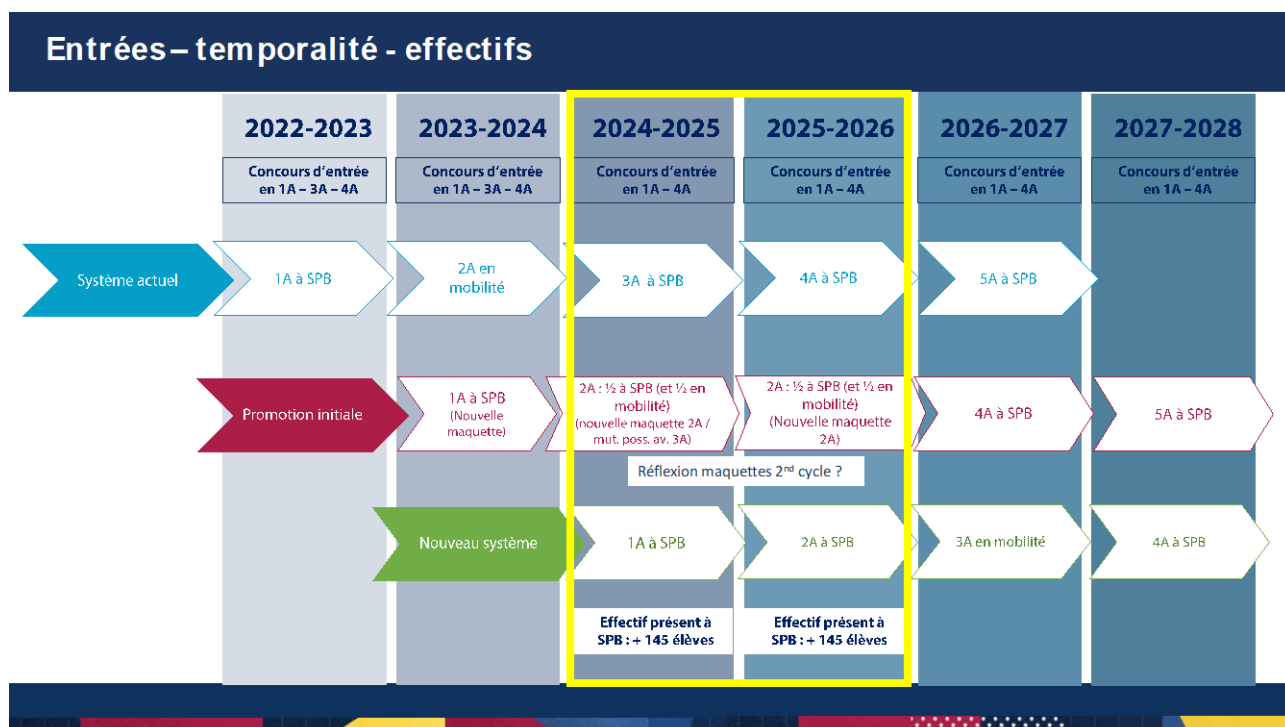
→ **Résultat : adoptée**

### 3. Organisation générale des études

#### ■ Adoption du principe de passage de l'année de mobilité en 3A PJ.4

M. Cazeneuve annonce le point sur l'organisation générale des études, notamment l'adoption du principe de passage de l'année de mobilité en 3A, et cède la parole à Amandine Forest et Daniel Compagnon.

Mme Forest présente le projet de déplacement de la mobilité de la 2A vers la 3A. Elle commence par expliquer que la transition se fera en partageant une promotion de première année en deux. Ainsi, lorsque les étudiants entrés en 1A en septembre 2023 arriveront en deuxième année, la moitié d'entre eux restera sur site pour suivre les enseignements de la nouvelle 2<sup>e</sup> année tandis que l'autre moitié partira en mobilité. L'année suivante, donc en 2025-2026, la moitié restée sur site en 2024-2025 partira en mobilité.



Pour assurer le fonctionnement de ces deux années de transition, il a fallu regarder si les conditions matérielles étaient suffisantes pour accueillir ces demi-promotions supplémentaires sur ces deux années, c'est-à-dire, de manière très pratique, si l'établissement disposait de suffisamment de salles pour assurer les différents cours. Mme Forest rappelle brièvement les différents formats de cours existant pour les personnalités extérieures : outre les cours magistraux qui concernent l'ensemble des étudiants d'une promotion, il y a les conférences de méthode, qui regroupent entre 21 et

24 étudiants. Il a donc fallu évaluer combien de conférences de méthode supplémentaires seraient à prévoir sur ces deux années de transition et le nombre d'enseignants supplémentaires nécessaire pour assurer les cours magistraux.

Mme Forest commence par présenter les résultats pour les conférences de méthode.

- En ce qui concerne les conférences de méthode en culture générale, économie, méthode des sciences sociales et droit :
  - Six groupes de conférences de méthode supplémentaires seraient nécessaires, en partant d'une promotion de 145 étudiants de 2A qui viendraient s'ajouter aux étudiants de 3A, soit un total de 435 étudiants. Actuellement, il y a 317 étudiants en 3A.
  - Huit créneaux pour accueillir ces conférences de méthode supplémentaires ont été identifiés. Pour avoir une image la plus proche possible de ce que seront ces deux années de transition, Mme Forest a pris en référence l'année universitaire 2021-2022, année échue, et l'année en cours. Il suit que sur ces huit créneaux, deux ne sont pas retenus parce qu'il n'existe pas assez de salles pour accueillir ces conférences. Il reste donc cinq créneaux disponibles pour accueillir ces conférences de méthode en changeant parfois de salle, car il ne serait pas possible de garder la même salle toute l'année.
- En ce qui concerne les conférences de méthode en langues :
  - Les projections restent des estimations puisque d'une année à l'autre, le nombre d'étudiants, notamment pour le chinois, l'allemand ou l'italien, peut varier du simple au double.
  - Six conférences de méthode d'anglais, quatre pour l'espagnol, deux pour l'allemand et une pour le chinois et l'italien ont été identifiées.
  - Huit créneaux existent pour permettre d'organiser ces conférences. Sur ces huit créneaux, six permettent d'accueillir des conférences de méthode supplémentaires, toujours en changeant de salle par période.

En ce qui concerne les enseignants, Mme Thiriot a fait un état des enseignants par discipline, sur la 1A et la 3A. Il en ressort qu'il sera nécessaire de recruter ponctuellement des enseignants vacataires supplémentaires.

Mme Forest présente ensuite les résultats pour l'enseignement des cours magistraux :

- En ce qui concerne les cours magistraux qui regroupent l'ensemble de la promotion en 3A :
  - Sur les deux années de transition, l'ensemble de la promotion représenterait environ 435 étudiants.
  - Actuellement, l'amphithéâtre Montesquieu ne permet pas d'accueillir cette promotion. Il faudrait donc accueillir les étudiants dans deux amphithéâtres en retransmission simultanée, l'amphithéâtre Montesquieu et l'amphithéâtre Siegfried.
  - D'autres solutions sont éventuellement envisageables : des cours hybrides, des cours en présentiel et des cours en distanciel.
- En ce qui concerne les cours magistraux à choix :
  - Actuellement, 18 cours sont proposés. Les étudiants doivent en choisir quatre sur 18.
  - Mme Forest a réalisé des estimations au regard des choix des étudiants sur les années précédentes et en intégrant les étudiants Erasmus, qui peuvent choisir parmi les enseignements de première, troisième ou quatrième année. Il ressort de cette étude que l'établissement dispose de suffisamment de salles pour accueillir ces effectifs supplémentaires, moyennant les choix de cours des étudiants, et, en l'état actuel des maquettes et de l'organisation des enseignements, des adaptations pour un cours, celui d'histoire et géopolitique d'Amérique latine.

Mme Forest conclut en confirmant qu'en termes de conditions matérielles, c'est-à-dire de salles et non pas d'enseignants, l'établissement est en mesure d'accueillir ces conférences et ces étudiants supplémentaires sur les deux années de transition. Reste à mener une réflexion sur les modalités d'organisation des cours magistraux pour lesquels un seul amphithéâtre ne permet pas d'accueillir la promotion entière évaluée à 435 étudiants environ.

M. Compagnon poursuit la présentation. Il commence par excuser Mme Thiriot, actuellement en mission, et qu'Amandine Forest a bien voulu remplacer sur la première partie.

Il détaille ensuite l'évolution des voies d'accès, avec :

- La suppression envisagée du concours 3A. Les places seraient reportées sur le recrutement en 4A.
- La fin des entrées directes en 3A des étudiants de classes préparatoires à Bac+2, mais qui disposeront d'un accès à Bac+3. Des évolutions en cours dans l'organisation des classes préparatoires sur un schéma de trois années de formation en enseignement supérieur sont susceptibles à terme de faciliter l'intégration d'une CPGE vers la 4A de Sciences Po Bordeaux.



- Une possibilité de nouvelle convention qui offrirait la possibilité d'un recrutement à N-1, c'est-à-dire une année à l'avance, et avec l'obligation pour les étudiants en question de compléter leur formation par 60 crédits ECTS pour atteindre un niveau correspondant à un niveau licence et donc d'intégrer ensuite la 4A. Un certain nombre de voies d'accès sont donc à l'étude, mais sont également dépendantes de la façon dont les choses évoluent dans le milieu des classes préparatoires.

M. Compagnon présente ensuite les réflexions auxquelles ont pris part enseignants et étudiants représentants au CA. Ces sujets sont souvent abordés avec les étudiants dans le cadre de réunions spécifiques, portant à la fois sur la vie étudiante et sur les questions générales d'adaptation du dispositif.

La question de l'orientation, source de préoccupation, a ainsi été abordée. Les propositions envisagées sont les suivantes :

- En 2A :
  - L'orientation serait préparée à travers un forum qui réunirait des étudiants de 4A, revenant de mobilité, et les étudiants de 2A, préparant leur mobilité. Il porterait à la fois sur la transmission d'expériences de mobilité, de conseils dans le choix de la mobilité et sur le choix du parcours de master, les deux pouvant être plus directement liés qu'ils ne l'étaient par le passé.
  - Sont aussi envisagées des séances thématiques permettant d'introduire aux différents masters.
- En 3A :
  - Mise en place d'un dispositif à distance sous forme de capsules de présentation vidéo, pour que les interrogations des étudiants trouvent déjà une première ligne de réponses. Cela vaudrait à la fois pour les étudiants extérieurs qui souhaiteraient se présenter au concours d'accès à la 4A et pour l'orientation interne entre 3A et 4A. M. Compagnon précise qu'en tant que responsable d'un parcours de master, il reçoit régulièrement des messages qui montrent que cette information n'est actuellement pas suffisante.
  - En plus de ce dispositif, des entretiens d'orientation seraient proposés en visio par le ou la responsable de master pour répondre à tous ceux qui n'auraient pas eu suffisamment d'informations via les dispositifs positionnés sous forme numérique.

Un autre chantier concerne l'articulation entre le déplacement de la mobilité et une nouvelle offre de formation repensée et concentrée sur les deux premières années. L'équipe de direction pédagogique s'était engagée au mois de novembre à organiser une série de réunions de groupes de travail sur cette question. Ces groupes de travail se sont réunis et M. Compagnon dresse un point d'étape intermédiaire sur ces groupes de travail :

- En ce qui concerne les groupes de travail par discipline (droit, économie, sciences politiques, sociologie, histoire, langues) :
  - Il y a souvent une première réunion de présentation et de définition du travail. Ensuite, les groupes de travail se réunissent en fonction des contraintes et des désirs des différents collègues.
  - Le rythme d'avancement est inégal selon les disciplines : certaines ont déjà rendu le produit de leurs réflexions, d'autres vont le faire incessamment. Il y a eu au moins une, parfois deux voire trois réunions pour certaines disciplines où la synthèse semble plus complexe à établir.
  - La Direction a reçu des retours partiels à ce stade sur l'état des lieux de ce qui se fait actuellement en termes de connaissances et de compétences. C'est à partir de cet état des lieux que l'équipe de direction pédagogique va pouvoir établir ce qu'il paraît indispensable de conserver pour la suite et ce qui serait susceptible éventuellement de faire évoluer.
- En ce qui concerne le groupe de travail sur les sujets transverses :
  - Il est de composition interdisciplinaire, avec la participation très active de représentants des différents services administratifs de soutien et de support.
  - À ce stade, sept réunions ont eu lieu.
  - Les sujets abordés sont très divers : la mobilité et son apport pédagogique, le cheminement professionnel dans le 1<sup>er</sup> cycle à distinguer de l'orientation en master et de l'orientation professionnelle de 2<sup>e</sup> cycle, la réalisation des mémoires ou le projet collectif, les méthodes de traitement des données et leur enseignement, les exercices de validation transverses et la question de la culture générale.
  - M. Compagnon ajoute que ces réunions sont très enrichissantes, car elles leur permettent d'établir des échanges de fond entre les enseignants et les services de soutien/support.
- En ce qui concerne le groupe de travail Vie étudiante et avancement de la réforme :
  - Deux réunions ont eu lieu.

- Les deux sujets sont distingués formellement dans les réunions, mais il se trouve que ces réunions sont conjointes du fait de problèmes d'organisation, l'agenda des étudiants et des enseignants étant difficile à faire coïncider.

M. Compagnon détaille ensuite les réflexions qui émergent de ces groupes de travail, à la fois les éléments de consensus et les idées novatrices :

- Les éléments de consensus :
  - L'importance de la transition écologique et du développement durable à placer au cœur de la formation. En ce sens, la réforme s'inscrit dans un mouvement général qui a lieu actuellement dans les universités et les écoles supérieures françaises.
  - Un renforcement de la culture scientifique des étudiants.
  - Le maintien du mémoire en 2A, à condition d'en améliorer l'encadrement et l'évaluation.
  - Un renforcement du cheminement de professionnalisation en 1<sup>er</sup> cycle par différents moyens qui sont à l'étude actuellement.
- Les idées novatrices :
  - La notion de parcours civique ou citoyen au long des études, qui ferait l'objet d'une validation explicite, y compris sous la forme de crédits ECTS. C'est quelque chose qui est en débat, car lorsque des crédits ECTS sont ajoutés dans la maquette, il faut les prendre quelque part pour les mettre ailleurs, ils ne peuvent pas être multipliés à l'infini.
  - Un développement des stages en premier cycle, sur une base volontaire ou sur une base obligatoire. C'est encore en débat.
  - La possibilité de faire la mobilité sous forme hybride, c'est-à-dire en mêlant donc un semestre de formation académique et un semestre de stage. Les modalités sont encore à l'étude.
  - Mettre l'accent sur la culture scientifique dans le cursus de premier cycle.
  - Enfin, la reconnaissance, sous forme d'accréditation par exemple, de l'expérience professionnelle en dehors des stages, c'est-à-dire pour les étudiants qui sont salariés et qui, à travers leur emploi salarié, acquièrent des compétences qui actuellement ne sont pas nécessairement reconnues dans leur parcours de formation.

M. Compagnon présente les étapes à venir :

- Propositions par les groupes de travail d'enseignements spécifiques, avec un programme de formation par discipline et sur des sujets transverses avec une logique de progression pour aboutir à un projet de nouvelle maquette de 1<sup>er</sup> cycle.
- La finalisation des sujets Vie étudiante et Valorisation de l'Expérience Professionnelle.
- L'approfondissement des questions fonctionnelles, mais comme cela a pu être montré dans la première partie de la présentation, cet aspect a déjà bien progressé.
- Des réunions d'information pour l'ensemble des étudiants, car l'information ne semble pas circuler de façon totalement satisfaisante pour le moment. Différents supports sont envisagés, y compris numériques, mais ce sera discuté avec les représentants étudiants au CA dans les réunions idoines pour qu'ils puissent donner leur avis sur la méthode qui leur paraît la plus efficace pour atteindre leurs camarades.
- La concertation se fera également avec les instances statutaires et celles créées depuis le début du mandat de M. Darbon, à savoir les commissions préparatoires au conseil des études de 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> cycles. Le CA aura évidemment à se prononcer sur la future maquette et le futur règlement des études associées.
- La validation de la nouvelle maquette du règlement des études modifié par un CA extraordinaire pourrait intervenir fin mai. Cela reste indicatif, mais il est nécessaire de donner aux services assez de temps pour mettre en œuvre cette nouvelle maquette avant les vacances d'été.

M. Compagnon finit en énumérant les lignes directrices, à savoir :

- Un programme de formation qui intègre la 1A et la 2A sous la forme d'un programme unique avec une exigence d'additionnalité dans les formations en termes d'acquisition de connaissances et de compétences.
- La mobilité en 3 A.
- Une offre de formation ancrée dans le référentiel de compétence. Ce sera l'occasion de préciser ce référentiel en lui donnant un contenu plus précis pour chaque enseignement.
- La transition écologique comme pilier de formation, y compris dans le 2<sup>e</sup> cycle.
- Le renforcement de l'articulation 1<sup>er</sup>/2<sup>e</sup> cycle. Bien que la focale soit actuellement sur le chantier du 1<sup>er</sup> cycle, il est nécessaire de commencer à anticiper les liens que cela aura avec la réforme du 2<sup>e</sup> cycle. Le CODIR a commencé à réfléchir à cette question et proposera bientôt aux responsables de parcours de master, en lien avec le directeur des études du 2<sup>e</sup> cycle, une méthode pour traiter ce chantier.

- Une meilleure préparation des étudiants à leurs études de 2<sup>e</sup> cycle.

M. Cazeneuve remercie M. Compagnon pour cette présentation et demande si des membres du CA souhaitent intervenir.

Mme Le Flanchec (SGRE) informe que les élus étudiants partagent un positionnement solidaire et concerté sur la réforme. Leurs arguments sont communs et ils souhaiteraient aborder certains points de vigilance, voire d'inquiétude, quant à cette réforme, bien qu'ils n'y soient pas opposés sur le fond. Ils entendent les arguments de la Direction et sont même d'accord avec certains d'entre eux. Néanmoins, ils tiennent à attirer l'attention sur la méthode qui a été employée pour faire voter cette réforme. En effet, lors du dernier CA auquel participaient les élus étudiants sortants, le 30 septembre dernier, il avait été annoncé que le vote pour cette réforme aurait lieu le 10 novembre, soit deux semaines après l'entrée en mandat des nouveaux élus étudiants, ce qui ne laissait pas un temps suffisant aux nouveaux élus pour s'informer. À cette occasion, la Direction leur a répondu qu'elle leur ferait parvenir des documents afin qu'ils puissent informer les nouvelles listes des problématiques qui se posent autour de cette réforme. Ils ne les ont reçus que tardivement. Ne se sentant pas assez informés, ils ont demandé la tenue de ce CA extraordinaire. Ils présentent d'ailleurs leurs sincères remerciements pour l'organisation d'un temps d'échange avec Mme Thiriot et M. Compagnon. Cependant, comme cela a été souligné par M. Compagnon précédemment, les étudiants restent peu informés de cette réforme. Les élus étudiants ont tenté d'y remédier en organisant des réunions publiques et en réalisant de sondages au sein de chaque promotion, sans succès. Mme Le Flanchec précise que les autres listes vont prendre la parole successivement pour aborder d'autres points de vigilance.

Mme Delfaud (UNEF) débute son intervention. Comme le montrent les documents transmis, le passage de la mobilité en 3A implique une phase transitoire pendant laquelle l'IEP accueillera une demi-cohorte supplémentaire sur site. En tant que syndicat étudiant, l'UNEF s'interroge sur l'impact de cette situation sur les conditions d'étude des étudiants. Au niveau de la bibliothèque, une forte tension existe déjà et trouver des places à la BU en plein après-midi n'est souvent pas chose facile. Mme Delfaud concède que cette tension est pour partie due aux travaux concernant les BU des autres sites proches de l'IEP, mais il lui semble néanmoins qu'une hausse de 145 étudiants s'allie difficilement avec un système bibliothécaire de qualité au vu des places disponibles actuellement. Cette inquiétude, déjà soulevée collectivement, a reçu des réponses, notamment celle d'une proposition d'agrandissement de la bibliothèque. Ils entendent cette réponse, mais ils ne connaissent pas les modalités précises de cet agrandissement et s'il sera à même de rendre un service suffisant.

Mme Delfaud aborde ensuite le sujet de la restauration. Elle rappelle que la restauration est une mission du CROUS et que de ce fait, l'IEP a une marge de manœuvre très faible sur cette question. À l'heure actuelle, deux restaurants universitaires bordelais sont fermés, entraînant une surcharge sur les autres RU encore ouverts, comme Le Bateau, que les « Sciencepistes » utilisent souvent par proximité. D'autre part, la cafétéria de l'IEP est parfois vide dès 13h15, ce qui conduit les étudiants à acheter des sandwichs dès 9h30 ou à trouver des solutions alternatives n'ayant ni la même qualité de restauration ni les mêmes tarifs. Au vu de l'état actuel de la restauration étudiante à l'IEP, il lui semble difficile de considérer que les RU et la cafétéria puissent accueillir 145 étudiants supplémentaires sans affecter négativement leurs conditions actuelles de restauration.

Mme Delfaud poursuit sur les salles et la pédagogie. La présentation a montré que l'IEP avait la capacité en termes de salles d'accueillir 145 étudiants supplémentaires. Cependant, la taille des promotions envisagées sera supérieure à la capacité maximale d'accueil du plus grand amphithéâtre, ce qui conduirait à un fonctionnement en décalé, avec une partie de la promotion dans l'amphithéâtre principal suivant l'enseignement en présentiel et une autre partie de la promotion dans un autre amphithéâtre suivant en visioconférence cet enseignement. Mme Delfaud souligne que cette situation s'assimile à une mise à l'écart d'une partie de la cohorte. Les conséquences sociales lui semblent importantes, tant du point de vue de l'intégration de certains étudiants à la promotion que du suivi sur la durée d'un enseignement sans interaction directe avec l'enseignant.

Concernant les conférences de méthode, Mme Delfaud souligne la nécessité que les enseignants en conférence puissent être des spécialistes de leur domaine, et donc qu'ils soient titularisés et avec des statuts pérennes.

Mme Delfaud conclut son intervention en soulignant que l'UNEF Sciences Po Bordeaux entend que des réponses ont été apportées à leurs questionnements, mais elle estime que les impensés de la réforme demeurent importants. Pour ces raisons, et suite à la consultation de l'ensemble des militants de l'UNEF Sciences Po Bordeaux, les élus de l'UNEF Sciences Po Bordeaux s'abstiendront sur ce vote.

M. Rey souhaiterait clôturer cet argumentaire par des questions de fond. Bien que ce soit un vote de principe qui inaugure une nouvelle phase de réflexion, notamment sur le contenu de la maquette pédagogique, le vote d'aujourd'hui est engageant. Il engage tout d'abord à réfléchir sur la faisabilité effective et technique mentionnée par Mme Delfaud. Il engage aussi à entériner une certaine vision pour l'IEP de demain. Il engage enfin à mesurer



pleinement les questions et les problématiques que cette modification entraîne. Parmi elles, la question du mémoire et du projet collectif, des exercices fondamentaux qui font l'identité de la formation IEP. M. Rey concède que sur ce point, il convient de saluer l'écoute de l'administration, qui a renoncé à la mise en place du mémoire en mobilité. Néanmoins, placer un mémoire en deuxième année semble également quelque peu prématuré. M. Rey souligne l'importance de mener une réflexion de fond sur la cohérence et la pertinence de cet exercice dans l'offre pédagogique.

S'agissant des projets collectifs, auxquels un nombre croissant des étudiants ont recours chaque année et qui se présentent comme une alternative efficace et enrichissante aux mémoires écrits, M. Rey attire l'attention sur le fait qu'ils restent un impensé de cette réforme, conduisant inévitablement ces projets, ambitieux pour la plupart, à disparaître avec leurs créateurs une fois que ceux-ci seront partis en mobilité.

Concernant l'orientation vers le 2<sup>e</sup> cycle, les élus étudiants saluent les efforts mentionnés dans la présentation, mais ces alternatives ne sont pas satisfaisantes puisque l'orientation virtuelle des étudiants n'est pas optimale par rapport à la situation actuelle où les rapports physiques entre les étudiants sont bien plus porteurs d'orientations et de choix motivés.

M. Rey évoque ensuite la vie associative et étudiante, grande oubliée de ce projet. La diversité et la richesse des associations étudiantes contribuent tant au rayonnement de l'institution qu'à la professionnalisation des étudiants. La dynamique actuelle serait alors inévitablement rompue, accentuant l'écart entre les étudiants de 1A et 2A et ceux de 2<sup>e</sup> cycle.

Alors que l'organisation actuelle permet un vrai maillage de générations, ouvrant des voies de dialogue entre les étudiants d'âges différents, la réforme risque de creuser un fossé entre les étudiants de 1<sup>er</sup> cycle et ceux de 2<sup>ème</sup> cycle, chacun restant entre eux. Tous les IEP français ayant adopté ce principe sont unanimes : la fracture entre les étudiants de 1<sup>er</sup> cycle et les étudiants de 2<sup>e</sup> cycle est réelle.

M. Rey termine son intervention sur un sujet sensible et d'actualité, à savoir le bien-être étudiant. Mme Delfaud a déjà évoqué les problématiques liées à la division des promotions, à l'augmentation massive, notamment en amphithéâtre, de la taille des promotions. Il ajoute pour sa part que cette réforme va inévitablement augmenter la charge de travail des étudiants. Or, d'après les études internes qui ont pu être menées jusqu'à présent, de nombreux étudiants se révèlent déjà être en situation de stress, notamment par rapport à la multiplicité des exercices demandés. Tous ces éléments combinés, unanimement partagés par l'ensemble du collège étudiant, visent simplement à attirer l'attention sur l'étendue du chantier à venir et sur les zones de doute et de vigilance à prendre en considération au moment du vote. Les élus du PAS sont d'accord avec la nécessité de moderniser l'enseignement à l'IEP, mais la méthode et les conclusions rendues jusqu'à présent n'ayant pas permis de dissiper certaines zones d'inquiétude, ils s'abstiendront sur ce vote.

Mme Gaudin souhaite faire une remarque rapide, car elle a déjà eu l'occasion d'intervenir à ce sujet lors de la commission préparatoire. Vis-à-vis de cette réforme, son inquiétude portait sur le calendrier. Cependant, elle trouve que les documents fournis aujourd'hui sont complets et répondent à beaucoup de questions qui se posaient. Elle pense que l'on peut s'en féliciter, même s'il convient de rester vigilants. La charge additionnelle de travail pour les étudiants a été évoquée, mais les enseignants aussi vont avoir des charges de corrections et d'accompagnement importantes au cours de cette période de transition. Chacun a conscience que ce sera deux années difficiles, mais c'est seulement pour un temps déterminé. L'établissement a connu d'autres périodes très difficiles, notamment lors des travaux d'extension, que cette génération d'étudiants n'a pas connus. L'établissement a réussi à traverser cette phase en étant inventif et attentif à l'ensemble des parties prenantes, et elle pense que de la même façon il sera possible de gérer ces deux années de transition. Elle ajoute qu'elle est très satisfaite des discussions que ce projet de réforme a permis d'engager – et qui ne sont pas terminées, car il y a encore beaucoup de choses à discuter. Ce sont des discussions extrêmement riches et intéressantes, qui poussent notamment les enseignants à réfléchir ensemble à pourquoi ils sont là et à ce qu'ils ont envie de faire ensemble.

M. Gallet tient à adresser ses félicitations à la Direction et à tous ceux qui ont contribué à ce travail. Il mesure le travail qui a été fait et la complexité des chantiers ouverts. Au-delà de décaler une année de mobilité à l'étranger, c'est toute la maquette qui va s'en trouver changée, ce qui invite à repenser la pédagogie, les cours, la formation. Il trouve que la méthode qui a été utilisée est la bonne – bien qu'il entende pleinement les inquiétudes des étudiants et des enseignants – et son vote sera favorable, il reste constant sur cette problématique. Il avait juste une question par rapport à la communication. Il y a certes la communication interne à l'IEP, pour les étudiants déjà dans la scolarité, mais M. Gallet se demande quelle communication sera faite aux futurs étudiants, en particulier dans le processus de Parcoursup. Il souhaiterait savoir à partir de quel moment on peut considérer que la réforme est enclenchée et donc commencer à partager cette information avec les futurs étudiants.

M. Danède indique que le rectorat aimerait savoir si le passage de la mobilité de la 2A à la 3A implique une diminution du nombre d'étudiants potentiellement concernés.

M. Rousset prévient que son intervention sera redondante avec celle de M. Gallet, mais c'est important pour eux, personnalités extérieures, de féliciter la Direction pour le travail accompli. Le rythme est tenu, l'ambition est là, il y a une grande qualité de la réflexion grâce à l'intelligence collective, notamment sur la refonte de la maquette, et les pistes ouvertes sont stimulantes. Il votera favorablement à cette réforme.

Il ajoute qu'il entend les inquiétudes des étudiants, mais il rappelle que ce sont des difficultés structurelles de l'IEP. Il manque un amphithéâtre de plus grande jauge, la BU a une capacité limitée et il va falloir jongler avec ces contraintes qui étaient là avant la réforme et qui ne vont pas faciliter sa mise en œuvre.

Comme le disait Mme Gaudin, les deux années de transition seront sans doute compliquées, mais M. Rousset pense que cela vaut le coup. Il se déclare toutefois un peu surpris que les étudiants ne soient pas mieux informés en interne.

M. Szymczak a quant à lui deux questions techniques. Il prévient qu'elles sont peut-être un peu anticipées par rapport au projet de réforme. La première concerne l'offre de formation, plus exactement le calendrier. Il aimerait savoir si dans la projection qui a été faite par rapport aux salles, les cours ayant servi de base à la projection sont ceux ayant vocation à rester ou s'il se peut que certains d'entre eux n'existent plus d'ici quelques mois, du fait de la réforme de l'offre de formation.

La deuxième question porte sur l'orientation des étudiants en 3A. Il lui semble avoir lu dans un autre document le principe de visio collective. Il souhaitait attirer l'attention sur la nécessité d'encadrer cet usage et que ce ne soit pas chaque responsable de parcours qui choisisse à la carte quand il a recours à la visio. M. Szymczak suggère que ce soit géré de manière plus centralisée à l'avenir, avec peut-être quatre ou cinq séances de visio collectives par semestre. Il reconnaît que ce sont des éléments d'ingénierie, mais comme cela concerne un problème sensible, tant du point de vue des responsables de parcours que du point de vue des étudiants, il pense qu'il faut que les modalités de la relation et le taux de réponse des responsables de parcours soient vraiment très cadrés.

M. Pujolar s'associe aux félicitations quant au travail réalisé. Il souhaiterait également attirer l'attention sur l'importance d'avoir des échanges vers les autres établissements du site, maintenant que les échanges en interne ont eu lieu. Les différents éléments qui ont pu être soulevés, aussi bien pour la période transitoire que pour le plus long terme, gagneraient à être travaillés de manière plus collaborative. Pour le plus long terme, il a par exemple relevé avec satisfaction la possible introduction d'une dimension scientifique dans la formation Sciences Po, projet pour lequel il serait opportun de saisir les opportunités qu'offre le site. Il en va de même pour la refonte de l'offre de master, qui pose des questions de coordination et d'articulation avec d'autres parcours de master que ceux de Sciences Po. Il a conscience qu'il est encore un peu tôt pour ce débat, mais il pense qu'il faudra avoir ces éléments en tête dès le début de la mise en œuvre de cette réforme.

M. Deloye voulait comme Mme Gaudin faire part de l'intérêt qu'il a pris – et qu'il prend encore, puisque les réunions continuent – à l'ensemble des étapes de la construction du projet pédagogique. Il trouve qu'ils ont à leur disposition une méthode extrêmement utile, qui leur permet d'évoquer toute une série de points dont ils connaissent l'importance au quotidien pour leurs pratiques pédagogiques. Bien qu'il ne soit ni personnalité qualifiée, ni membre extérieur, ni votant au CA, il salue la Direction et les équipes au pilotage de cette réforme. Son seul point de vigilance concerne la capacité à obtenir des tutelles de l'établissement une élévation du plafond d'emplois pour faire face aux besoins des deux années de transition. Selon lui, il très clair qu'il sera difficile de se satisfaire de l'embauche de vacataires durant cette période, compte tenu de l'ampleur des besoins à couvrir. Mais pour le reste, il lui semble qu'une fois cette étape réalisée, ce sera extrêmement fructueux et positif pour la situation de l'IEP, sa pédagogie, son ouverture sur un certain nombre de questions importantes et sa capacité à dialoguer avec l'université dans d'autres domaines.

Mme Couderc apporte des éléments de réponse à la question sur la communication auprès des lycéens. Elle précise que depuis le mois d'octobre, les éléments de communication écrits ne mentionnent plus de mobilité en deuxième année et évoquent à la place une mobilité en 1<sup>er</sup> cycle (2A ou 3A). Le service des admissions a informé chaque lycéen qui se présentait devant eux de la réforme en cours, et lors de la journée portes ouvertes, la semaine dernière, l'ensemble des lycéens présents et leurs parents ont également été informés du processus en cours. Pour ce qui est de la communication extérieure, tous les documents de communication sont prêts à être envoyés dès demain, sous réserve du feu vert du CA. Une newsletter partira à l'ensemble de la communauté externe de l'établissement et une information sur le site sera faite concernant la réforme et ses implications.

M. Compagnon répond à la question concernant le nombre d'étudiants concernés par la mobilité. Il explique que ce nombre n'a pas vocation à changer en tant que tel. Ce qui va changer, ce sont les modalités éventuelles de mobilités, notamment avec la mobilité hybride.

Concernant la question de M. Rousset sur la difficulté d'informer les étudiants, il avait été d'abord considéré que les représentants étudiants au CA avaient naturellement vocation à assurer une forme de transmission auprès de leurs pairs – d'autant plus que les étudiants élus cette année l'ont été avec une forte participation et donc une forte légitimité – mais étant donné les difficultés évoquées, il va falloir rechercher collectivement un moyen de mieux atteindre l'ensemble de la communauté étudiante.

M. Compagnon répond ensuite à M. Pujolar sur le sujet de l'offre de master et le rassure sur le fait que le chantier concernant les Masters va s'engager dans une logique collaborative. Pas plus tard qu'hier le CODIR a discuté notamment de la possibilité de doubles diplômes avec des écoles d'ingénieurs, pour lequel certains étudiants manifestent un intérêt. La priorité est malgré tout d'arriver d'abord à une maquette de 1<sup>er</sup> cycle dans les délais impartis.

M. Compagnon s'adresse enfin aux étudiants. La plupart des points de vigilance soulevés ont été évoqués en réunion avec les étudiants – sans avoir certes forcément reçu de solutions totalement abouties – ou ont été longuement discutés dans le cadre des réunions du groupe transverse – c'est le cas notamment des projets collectifs. Bien que les étudiants aient demandé à avoir les comptes rendus du groupe transverse, M. Compagnon explique que la logique de discussion libre entre collègues dans ces groupes suppose qu'il y ait un certain compartimentage. Il revient à Céline Thiriot et à lui-même de faire la médiation et de faire passer les informations sans que la qualité de travail du groupe transverse soit totalement remise en question. Il assure qu'il n'y a pas de censure sur les éléments d'information : il n'y a peut-être pas une transmission en temps réel, mais tous les éléments qui sont évoqués sont discutés avec les étudiants lors des réunions de concertation. Il ajoute qu'il faudrait peut-être intensifier ces réunions, mais les contraintes d'agenda des uns et des autres font que c'est très compliqué. Il conclut en réitérant sa détermination à ne laisser aucun sujet de côté.

M. Rousset suggère d'ajouter sur le site web de l'Institut une foire aux questions à propos de la réforme pour informer les étudiants.

M. Darbon remercie les membres du Conseil pour leur participation dense à toutes ces discussions et pour avoir participé à une amélioration du projet tout au long de ces derniers mois.

Il souhaite ajouter deux points d'information. Le premier concerne la vie associative étudiante et de sa densité. C'est une question sur laquelle la direction sera extrêmement vigilante. D'un côté, effectivement, il y aura peut-être une perte de densité entre le 1<sup>er</sup> et le 2<sup>e</sup> cycles, mais d'un autre côté, il y aura un renforcement de la vie associative sur la 1A et la 2A. L'objectif sera bien sûr de maintenir cette vie associative, qui est une des forces de l'Institut.

Le deuxième point porte sur le plafond d'emplois. L'IEP a bénéficié de la part du ministère d'une augmentation significative du plafond autorisé cette année. Il s'agira bien sûr de continuer à négocier afin d'obtenir des moyens à même d'améliorer la situation d'encadrement.

M. Cazeneuve s'associe à M. Darbon et remercie tous ceux qui ont contribué à l'élaboration de ce projet, tous ceux qui ont été associés à la concertation et qui ont largement contribué à en amender le contenu, et tous ceux qui se chargeront dans les semaines et les mois qui viennent de sa mise en œuvre. M. Cazeneuve soumet au vote l'approbation de cette délibération.

Résultat du vote		Délibération 2023-04
Effectif statutaire du CA		30
Membres en exercice		30
Nombre de présents et d'excusés ayant donné procuration au moment du vote		28
	Pour	19
	Contre	0
	Abstention	9

→ Résultat : adoptée

#### 4. Informations et questions diverses

M. Cazeneuve demande à M. Darbon s'il y a des questions diverses ou d'autres demandes de la part du conseil d'administration.

M. Cames présente au nom des enseignants du second degré une motion concernant l'écart des primes entre les enseignants-chercheurs et les enseignants du secondaire affectés dans l'enseignement supérieur (ESAS). Une réforme du cadre indemnitaire pour les enseignants-chercheurs a été engagé – et il s'en félicite – mais la revalorisation des primes sera très différente entre enseignants-chercheurs et les ESAS. Des projections sur quatre ou cinq ans laissent voir un écart des primes significatif, dont les ESAS ne comprennent pas la raison, car ce n'était pas le cas jusqu'à présent. Les ESAS ont bien conscience que ce sujet ne se joue pas au niveau de l'établissement, mais il s'agit de demander au ministère de prendre en compte cette demande et d'aligner l'augmentation des primes des enseignants du second degré de statut PRAG ou PRCE sur celles des enseignants-chercheurs.

M. Cazeneuve demande s'il y a des questions.

M. Darbon fait remarquer qu'il s'agit en effet d'une question qui dépasse la seule capacité d'action de l'établissement.

M. Cames répond que les ESAS ont bien compris cela. Ils souhaitent simplement que le CA de Sciences Po Bordeaux vote le principe de cette motion, comme l'ont déjà fait un certain nombre d'universités.

Mme Delfaud remercie M. Cames pour cette motion. Elle estime qu'il est dans l'intérêt des étudiants d'avoir des enseignants qui soient dans des conditions financières stables et tenables et qu'ils voteront donc en faveur à cette motion. Elle ajoute que ce n'est pas parce que cela ne relève pas directement de Sciences Po Bordeaux qu'il n'est pas possible d'envoyer un signal politique à l'ensemble des autres structures.

M. Darbon avoue qu'il est un peu gêné par cette demande, car cela lui paraît difficile de voter une motion qui n'est pas formulée. Il propose que soit mentionné dans le compte rendu de ce CA que la question a été soulevée et qu'éventuellement une motion sera proposée au prochain Conseil.

Mme Duchesne fait remarquer que le texte de la motion a été affiché, bien qu'il n'ait pas été lu.

M. Darbon le reconnaît, mais la motion leur a été adressée il y a environ 2h. Ce délai très court n'a pas permis de se positionner sur le formalisme du vote. Il pensait que l'idée était que le Conseil ait connaissance de cette demande, qu'il puisse éventuellement émettre des avis favorables ou défavorables sur le principe, mais pas qu'il y ait un vote formel. Si tel est le cas, il faudrait que ce soit positionné formellement dans un ordre du jour.

M. Cazeneuve relate que dans ses expériences passées au sein d'instances délibératives, lorsque des motions arrivaient lors des questions diverses, il les a généralement votées, car ce sont des sujets pour la plupart facilement accessibles à l'entendement et sur lesquels chacun a des positions de fait. Il est vrai que la motion n'a pas été lue, mais elle existe et n'importe qui peut la lire et en donner lecture. Dès lors qu'elle a été lue, chacun peut en comprendre le contenu. M. Cazeneuve ne pense pas que procéder à un vote aujourd'hui ou au CA prochain change grand-chose, étant donné que c'est un sujet connu, ancien, compréhensible, sur lequel chacun a probablement une position. Il ajoute que les auteurs de la motion ont sûrement le souci de faire en sorte que cette motion puisse être votée dans le contexte. Il conclut en disant qu'à titre personnel, dès lors que cette motion est lue au conseil – et elle peut l'être – il ne voit aucune raison à en différer le vote, sauf à ce qu'une majorité d'administrateurs le souhaitent.

M. Darbon remercie M. le Président pour son intervention et donne la parole à Mme Tajri.

Mme Tajri propose de formaliser la motion pour pouvoir la voter. Elle propose la formulation suivante : la motion souhaiterait que le CA de l'établissement demande au ministère que l'investissement des enseignants du secondaire affectés dans l'enseignement supérieur PRAG/PRCE, puisse être reconnu à travers un régime indemnitaire qui s'aligne sur celui de leurs confrères enseignants-chercheurs. Elle demande à M. Cames si cette formulation est correcte.

M. Rouger répond qu'il y a un défaut de formulation, car il ne s'agit pas tant d'aligner que de donner les moyens pour aligner, car les moyens indemnitaires de l'établissement n'évoluent pas en fonction du montant que le ministère leur accorde. C'est donc à la fois donner autant et donner les moyens pour donner autant.

M. Cazeneuve propose que quelqu'un lise la motion et qu'ils la mettent ensuite au vote.

En tant que Directeur général des finances publiques, M. Barreault regrette de ne pas avoir eu connaissance de cette motion à l'avance, car cela lui aurait permis de se renseigner sur la logique qui prévaut sur cette différence de traitement et de partager cette information avec les membres du Conseil.

Mme Duchesne demande à M. Cames s'il y a un mouvement national qui ferait qu'un vote doive advenir dans l'immédiat. S'il n'y a pas d'inconvénient à repousser le vote, il lui semble que cela permettrait des conditions optimales de discussion. À titre personnel, elle soutiendra cette motion, mais elle pense qu'il serait plus confortable pour tout le monde d'avoir une discussion mieux informée.

M. Cames présente ses excuses pour avoir présenté cette motion en urgence. Il lui a fallu recueillir l'avis de tous ses collègues avant de pouvoir présenter la motion au Conseil et cela a pris du temps. Bien qu'ils préféreraient que la motion soit votée ce soir, elle ne présente pas un caractère absolument urgent. Donc si le Conseil souhaite reporter le vote pour avoir une présentation plus formelle la prochaine fois et que M. Barreault ait le temps de se renseigner sur les raisons de cet écart, il ne s'y opposera pas.

Il est proposé que la motion soit inscrite à l'ordre du jour du prochain Conseil afin que les administrateurs disposent du temps nécessaire à sa lecture et à sa compréhension et puissent se prononcer quant à un soutien du CA à cette revendication portée par les enseignants du secondaire affectés dans l'enseignement supérieur.

Plus aucune question n'étant posée et l'ordre du jour étant épuisé, M. Cazeneuve remercie les membres du CA pour leur participation et leur donne rendez-vous le 13 mars.